

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 30.06.2020 A 20 H. 00.

Présents : MM. de BOURNONVILLE, Bourgmestre;
LEGROS, Mme GUILLAUME, KOCKELMANN, LEFÈBVRE, Echevins;
ERLER, DUMOULIN, SERVAIS, LEBRUN, GENON, Mme DEPOUHON, LOUSBERG, Mme
DETREMBLEUR, Mme RENTMEISTER-MIGNON, LEGRAS, PEREIRA, CRASSON,
Conseillers;
Mme WETZ-CABRON, Présidente de CPAS ;
REMY-PAQUAY, Directeur général.

Absents et excusés : M. MONVILLE, Mme LEJEUNE, Conseillers communaux.

SEANCE PUBLIQUE

1. Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20.05 2020.

Après lecture par le Directeur général, le procès-verbal est approuvé à l'unanimité par l'Assemblée.

2. Démission d'une Echevine. Acceptation.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DECIDE :

d'accepter la démission de Mme Elisabeth GUILLAUME de son mandat d'Echevine. Mme Guillaume conserve son mandat de conseiller communal.

3. Avenant au Pacte de majorité. Approbation.

Le Conseil communal,

En séance publique et par vote à haute voix,

PROCEDE à l'adoption de l'avenant du pacte de majorité proposé :

Par 11 voix pour et 6 abstentions (MM. Erler, Dumoulin, Servais, Lebrun, Lousberg, Mme Detrembleur),

ADOpte l'avenant au pacte de majorité suivant :

- Bourgmestre : Thierry de BOURNONVILLE
- Echevins : 1. Fabien LEGROS
2. Raymond KOCKELMANN
3. Patrice LEFEBVRE
4. Nathalie RENTMEISTER-MIGNON.
- Présidente du CPAS : Mme Anne CABRON-WETZ.

4. Vérification des pouvoirs, prestation de serment et installation d'une Echevine.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DÉCLARE :

Les pouvoirs de Mme Nathalie Rentmeister-Mignon domicilié rue Derrière les Iles 7A à Stavelot en

qualité d'Echevine sont validés.

Le Président invite l'intéressée à prêter entre ses mains et en séance publique le serment prévu à l'article L1126-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et dont le texte suit :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge ».

Mme Nathalie Rentmeister-Mignon prête serment conformément à l'article L1123-8 §3 in fine du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Mme Nathalie Rentmeister-Mignon est déclarée installée dans sa fonction d'Echevine.

5. Compte du CPAS pour l'exercice 2019.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

APPROUVE : Le compte du CPAS pour l'exercice 2019 qui se clôture comme suit :

	<i>Exercice ordinaire</i>	<i>Exercice extraordinaire</i>
<i>Résultat budgétaire</i>		
Droits constatés nets de l'exercice	8.963.488,85 €	40.708,92 €
Engagements de l'exercice	- <u>8.826.595,11€</u>	- <u>81.367,38 €</u>
soit un boni / mali de	130.275,41 €	- 40.658,46 €
<i>Résultat comptable</i>		
Droits constatés nets de l'exercice	8.956.870,52 €	40.708,92 €
Imputations de l'exercice	- <u>8.813.819,52 €</u>	- <u>78.206,08 €</u>
Soit un excédent/mali de	143.051,00 €	-37.497,16 €

6. Rapport annuel de l'exercice 2019.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

APPROUVE :

le rapport annuel de l'exercice 2019.

7. Compte communal de l'exercice 2019.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DECIDE :

Art. 1. D'approuver, comme suit, les comptes de l'exercice 2019:

Bilan	Actif	Passif
	60.228.004,66	60.228.004,66

Compte de résultats	Charges (c)	Produits (p)	Résultat (p-c)
Résultat courant	11.039.584,93	11.214.808,43	175.223,50
Résultat d'exploitation (1)	11.877.832,01	13.249.886,90	1.372.054,89

Résultat exceptionnel (2)	2.253.368,17	819.650,87	-1.433.717,30
Résultat de l'exercice (1+2)	14.131.200,18	14.069.537,77	-61.662,41

	Ordinaire	Extraordinaire
Droits constatés (1)	13.277.537,15	4.224.706,69
Non Valeurs (2)	132.179,24	0,00
Engagements (3)	11.944.556,12	5.507.356,89
Imputations (4)	11.412.171,78	3.815.373,50
Résultat budgétaire (1 - 2 - 3)	1.200.801,79	-1.282.650,20
Résultat comptable (1 - 2 - 4)	1.733.186,13	409.333,19

Art. 2. De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et à la directrice financière.

8. Enseignement. Plan de pilotage. Approbation.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

APPROUVE

le plan de pilotage de l'école communale de Francorchamps

9. Travaux - Entretien extraordinaires, terrassements et empièvements de voiries. Année 2020. Approbation des conditions et du mode de passation. (Marché passé par procédure ouverte).

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DÉCIDE :

Art. 1. D'approuver le cahier des charges N° 2020VO03 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaires, terrassements et empièvements de voiries. Année 2020.", établis par le Service Technique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève 247.926,30 hors TVA ou 299.990,82€, 21% TVA comprise.

Art. 2. De passer le marché par la procédure ouverte.

Art. 3. De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art. 4. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, article 421/735-60/-/2020VO03.

10. Travaux - Travaux de remplacement du mur de soutènement ruelle Botton. Approbation des conditions et du mode de passation. (Marché passé par procédure négociée sans publication préalable)

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DÉCIDE :

Art. 1. D'approuver le montant estimé du marché "Travaux de remplacement du mur de soutènement ruelle Botton.", établi par le Service Technique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 19.796,00 € hors TVA ou 23.953,16 €, 21% TVA comprise (4.157,16 € TVA cocontractant).

Art. 2. De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Art. 3. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, article 421/735-60 (n° de projet 2020VO03).

11. Programme d'Actions sur les Rivières par une approche Intégrée et Sectorisée (P.A.R.I.S.) Approbation des enjeux, objectifs et projets/mesures dans le cadre de la gestion communale des cours d'eau non navigables de 3e catégorie.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DÉCIDE :

Art. 1. De valider les rapports figurant en annexe relatifs d'une part aux différents enjeu et objectifs, d'autre part aux travaux planifiés (en ce compris une estimation des coûts) dans le cadre des P.A.R.I.S. pour les secteurs suivants :

- 1° Ambl 122 : restauration du pont sur le Crisnir. Coût investissement estimé 12.000 €
- 2° Ambl 129 : restauration du pont sur le Rohon. Coût investissement estimé 5.000 €
- 3° Tous les autres secteurs où il s'agit de surveillance et d'entretien, de la gestion des plantes invasives.

Art. 2. De charger le Collège communal d'exécuter les P.A.R.I.S. dès leur adoption par l'autorité de bassin.

12. Permis d'urbanisation à La Vaulx Richard. Elargissement du domaine de la voirie communale et création d'une voirie privative.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DECIDE :

- D'autoriser les modifications du tracé de la voirie communale telles que décrites dans la présente demande de permis d'urbanisation.

13. Règlement d'administration et de gestion des cimetières.

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DECIDE :

Article 1. D'abroger le règlement d'administration et gestion des cimetières adopté par le conseil communal le 24 août 2004 et modifié par décision du 20 juin 2013.

Article 2. D'adopter le règlement communal sur les funérailles et sépultures ci-après :

CHAPITRE 1. DEFINITIONS.

Article 1 : Pour l'application du présent règlement, l'on entend par :

- *Ayant droit* : le conjoint, le cohabitant légal ou le cohabitant de fait ou, à défaut, les parents ou alliés au 1er degré ou, à défaut, les parents ou alliés au 2ème degré ou, à défaut, les parents jusqu'au 5ème degré.
- *Bénéficiaire d'une concession de sépulture* : personne désignée par le titulaire de la concession pour pouvoir y être inhumée.
- *Caveau* : ouvrage souterrain de la concession destiné à contenir un ou plusieurs cercueils, une ou plusieurs urnes cinéraires. Les caveaux peuvent être traditionnels ou préfabriqués.
- *Cavurne* : ouvrage souterrain de la concession destiné à contenir jusqu'à deux urnes cinéraires.
- *Cellule de columbarium* : espace concédé destiné à recevoir une ou deux urnes cinéraires.
- *Cimetière traditionnel* : lieu géré par un gestionnaire public dans le but d'accueillir tous les modes de sépulture prévus par le présent règlement.
- *Columbarium* : structure publique obligatoire dans tous les cimetières constituée de cellules destinées à recevoir une ou deux urnes cinéraires pour une durée déterminée.
- *Concession de sépulture* : contrat aux termes duquel la Commune cède à une ou deux personnes appelée(s) concessionnaire(s), la jouissance privative d'une parcelle de terrain ou d'une cellule de columbarium située dans l'un des cimetières communaux. Le contrat est conclu à titre onéreux et pour une durée déterminée (30 ans) renouvelable. La parcelle de terrain ou la cellule doivent recevoir une affectation particulière : la parcelle est destinée à l'inhumation de cercueils ou d'urnes cinéraires, la cellule est destinée au dépôt d'urnes cinéraires.
- *Concessionnaire* : personne qui conclut le contrat de concession de sépulture avec l'Administration communale. Il s'agit du titulaire de la concession.
- *Conservatoire* : espace du cimetière destiné à accueillir des éléments du petit patrimoine sélectionnés pour leur valeur mémorielle historique, architecturale ou artistique, sans relation avec la présence d'un corps.
- *Corbillard* : véhicule hippomobile ou automobile affecté au transport des cercueils et des urnes cinéraires.
- *Crémation* : réduction en cendres des dépouilles mortelles dans un établissement crématoire.
- *Déclarant* : personne venant déclarer officiellement un décès.
- *Défaut d'entretien* : état d'une sépulture, qui de façon permanente est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée, en ruine, dépourvue de nom ou dépourvue de signe indicatifs de sépulture exigés par le présent Règlement.
- *Exhumation de confort* : retrait d'un cercueil ou d'une urne cinéraire de sa sépulture, à la demande de proches ou sur initiative du gestionnaire public, en vue de lui conférer un nouveau mode ou lieu de sépulture. Toute exhumation de confort sera réalisée exclusivement par une entreprise de pompes funèbres.

- *Exhumation pratique ou assainissement* : retrait, au terme de la désaffectation de la sépulture, d'un cercueil ou d'une urne cinéraire, sur initiative du gestionnaire public, impliquant le transfert des restes mortels vers l'ossuaire.
- *Fosse* : excavation destinée à contenir un ou plusieurs cercueils, une ou plusieurs urnes cinéraires.
- *Indigent* : personne, bénéficiant du statut d'indigence, accordé par la commune d'inscription au registre de la population, au registre des étrangers ou au registre d'attente, ou à défaut d'une telle inscription, par la commune sur le territoire de laquelle survient le décès, en raison de son absence de ressources ou de ressources suffisantes pour couvrir ses besoins élémentaires en référence à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale.
- *Inhumation* : placement en terrain concédé ou non-concédé d'un cercueil contenant les restes mortels ou d'urne cinéraire soit dans la terre soit dans un caveau soit dans une cellule de columbarium.
- *Levée du corps* : enlèvement du cercueil de la maison mortuaire ou du funérarium.
- *Mise en bière* : opération qui consiste à placer la dépouille dans un cercueil, en vue d'une inhumation ou d'une incinération.
- *Mode de sépulture* : manière dont la dépouille mortelle est détruite notamment par décomposition naturelle ou crémation.
- *Officier de l'Etat Civil* : membre du Collège Communal chargé de :
 - a. La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres de l'état civil
 - b. La tenue des registres de la population et des étrangers

En cas de décès survenu sur le territoire de la Commune, les missions suivantes incombent à l'Officier de l'Etat Civil :

- a. Recevoir la déclaration du décès ;
 - b. Constater ou faire constater le décès ;
 - c. Rédiger l'acte de décès ;
 - d. Délivrer l'autorisation d'inhumation ou de crémation ;
 - e. Informer l'Autorité concernée par le décès.
- *Ossuaire* : monument mémoriel fermé, situé dans le cimetière, aménagé et géré par le gestionnaire public, où sont rassemblés les ossements, cendres ou tout autres reste organique et vestimentaire des défunts tels que les vêtements, bijoux et dentition, après qu'il ait été mis fin à leur sépulture, à l'exclusion des contenants, tels que les cercueils et housse.
 - *Parcelle de dispersion des cendres* : espace public obligatoire dans chaque cimetière de la commune sur lequel le préposé communal répand les cendres des personnes incinérées.
 - *Personne intéressée* : le titulaire de la concession, ses ayants droits ou bénéficiaires mais aussi toute personne non apparentée, administrations, associations concernées par un monument ayant une valeur historique ou artistique.
 - *Personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles* : personne désignée par le défunt par voie de testament ou, à défaut, un de ses ayants droit ou, à défaut, la personne qui durant la dernière période de la vie du défunt a entretenu avec celui-ci les liens d'affection les plus étroits et fréquents de sorte qu'elle puisse connaître ses dernières volontés quant à son mode de sépulture.
 - *Préposé communal du cimetière* : fossoyeur en titre ou son remplaçant.

- *Sépulture* : emplacement qui a vocation à accueillir la dépouille mortelle pour la durée prévue par ou en vertu du présent règlement.
- *SIHL*: sépulture préservée par la Commune pour son intérêt historique, social, artistique, paysager, technique, ...
- *Thanatopraxie* : soins d'hygiène et de présentation pratiqués sur un défunt peu de temps après son décès, en vue, soit de donner au corps et au visage un aspect plus naturel dans l'attente de la mise en bière, soit de répondre à des besoins sanitaires, à des besoins de transports internationaux ou à des besoins d'identification de la dépouille, soit de permettre le déroulement d'activités d'enseignement et de recherche.

CHAPITRE 2. PERSONNEL DES CIMETIERES COMMUNAUX.

Article 2 : Le service cimetières – état civil - a pour principales attributions :

1. De soumettre à l'approbation du Collège Communal toute demande relative aux sépultures ;
2. De délivrer les contrats de concession et les diverses autorisations (pose, restauration, enlèvement de monuments ou citernes, ...)
3. De conserver les copies de contrats de concession de terrain et de cellule de columbarium ;
4. De traiter les demandes relatives au renouvellement des concessions ;
5. De gérer l'application informatique des données reprises dans les registres ;
6. De gérer la cartographie des cimetières ;
7. D'inventorier les emplacements disponibles et éventuellement de proposer l'agrandissement des cimetières ;
8. De constater des défauts d'entretien ;
9. De veiller à l'affichage des défauts d'entretien concernant les sépultures ;
10. D'informer le conducteur des travaux :
 - Des exhumations ;
 - De la liste des sépultures devenues propriété communale ;
 - Des autorisations relatives aux sépultures érigées avant 1945 octroyées par le Département du Patrimoine de la Direction Générale Opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ;
11. La tenue régulière des registres du cimetière
12. La tenue du plan du cimetière et de son relevé
13. La fixation de la date et de l'heure des exhumations ;
14. Le constat des contraventions au règlement de police des cimetières et l'information au service concerné ;
15. D'accueillir les personnes sollicitant tout renseignement relatif aux sépultures.

Article 3 : Les fossoyeurs ont pour principales attributions :

1. La fermeture de l'accès du cimetière ou d'un périmètre du cimetière en cas d'exhumation ou de désaffectation de sépulture ;
2. La surveillance des cimetières ;
3. Le contrôle du respect de la police des cimetières ;
4. La gestion du caveau d'attente ;

5. La bonne tenue du cimetière ;
6. Le traçage des parcelles, chemins, l'établissement des alignements pour les constructions de caveaux et la pose de monuments ;
7. La surveillance de la bonne application du présent Règlement lors de travaux effectués par une personne ou une entreprise privée ;
8. L'accompagnement dans l'enceinte du cimetière des convois funèbres. Dans ce cadre, il sera généralement revêtu de l'uniforme ;
9. Le creusement des fosses, les inhumations et les exhumations de corps ou d'urnes, le transfert de corps au départ du caveau d'attente, le remblayage des fosses et la remise en état des lieux ;
10. La désaffectation des sépultures devenues propriété communale, l'évacuation et le transfert des restes mortels dans les ossuaires désignés à cet effet ;
11. L'ouverture et la fermeture des cellules de columbarium ainsi que le placement de l'urne cinéraire en columbarium ;
12. La dispersion des cendres ;
13. L'enlèvement des fleurs installées en bordure de columbarium et des parcelles de dispersion ainsi qu'à proximité de la stèle collective du souvenir en fonction des nécessités ;
14. L'entretien des tombes sauvegardées et des tombes militaires et celles de victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945.
15. L'entretien de certaines sépultures ;
16. L'accueil des personnes sollicitant tout renseignement relatif aux cimetières.

Article 4 : les ouvriers communaux apportent leur aide pour :

1. L'entretien des parcelles de dispersion ;
2. L'aménagement et l'entretien des chemins en fonction de l'implantation des sépultures ;
3. L'évacuation des déchets ;
4. L'entretien et le remplacement du matériel ;
5. L'entretien des pelouses, plantations, massifs, ... relevant du domaine public ;
6. L'aménagement des plantations aux endroits non affectés aux sépultures ;
7. Le cas échéant, le creusement des fosses en vue des inhumations et des exhumations.

CHAPITRE 3. GENERALITES.

Article 5 : La sépulture dans les cimetières communaux est due légalement :

- aux personnes décédées ou trouvées mortes sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile;
- aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu de leur décès;
- aux personnes domiciliées une majeure partie de leur vie sur le territoire de la commune ;
- aux personnes possédant le droit d'inhumation dans une concession de sépultures.

Toutes les personnes peuvent faire le choix de leur cimetière, pour autant toutefois que des emplacements restent disponibles.

Article 6 : Moyennant le paiement du montant prévu au « tarif concessions » fixé par le Conseil communal, les personnes n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus peuvent être inhumées dans les cimetières communaux sauf si l'ordre et la salubrité publique s'y opposent.

Dans des cas exceptionnels, le Collège Communal pourra déroger au présent article.

Article 7 : Le domicile ou la résidence se justifie par l'inscription aux registres de la population, au registre des étrangers ou au registre d'attente.

Article 8 : Tous les cimetières communaux sont soumis au même régime juridique.

Article 9 : Les cimetières communaux sont placés directement sous l'autorité et la surveillance du fossoyeur, de la police et des autorités communales qui veillent à ce qu'aucun désordre ni acte contraire au respect dû à la mémoire des morts ne s'y commette.

Toute personne qui se rend coupable d'une action inconvenante peut être expulsée par le fossoyeur responsable du cimetière ou par la police sans préjudice des sanctions prévues à l'article 82 du présent règlement.

A) Formalités préalables à l'inhumation ou à la crémation.

Article 10 : Tout décès survenu sur le territoire de la Commune de Stavelot, en ce compris toute déclaration sans vie lorsque la gestation a été de plus de 180 jours, est déclaré au bureau de l'Etat civil, dans les 24 heures de sa découverte ou dès l'ouverture de ce service.

Il en va de même en cas de découverte d'une dépouille ou de restes humains.

Article 11 : Les déclarants produisent l'avis du médecin constatant le décès (modèle IIIC), les pièces d'identité (carte d'identité, livret de mariage, permis de conduire, passeport et tout autre document d'identité officiel) ainsi que tout renseignement utile concernant le défunt.

Sans information reprise au registre de la Population, les déclarants fournissent toutes les informations quant aux dernières volontés du défunt.

Article 12 : Les déclarants conviennent avec l'Administration communale des formalités relatives aux funérailles. A défaut, l'Administration communale arrête ces formalités.

Article 13 : Seul l'Officier de l'Etat civil est habilité à autoriser les inhumations, le dépôt ou la reprise de l'urne cinéraire et la dispersion des cendres dans un espace communal. Le décès a été, au préalable, régulièrement constaté.

L'autopsie, le moulage, les traitements de thanatopraxie, la mise en bière et le transport ne sont autorisés qu'après constat de l'officier public compétent.

Un traitement de thanatopraxie peut être autorisé pour autant que les substances Thanachimiques utilisées garantissent la putréfaction cadavérique de la dépouille mortelle dans les 2 ans du décès ou permettent sa crémation.

Article 14 : Dès la délivrance du permis d'inhumer, les ayants droit du défunt doivent faire procéder à la mise en bière à l'endroit où le corps est conservé.

Lorsqu'une personne vivant seule et sans parenté connue décède ou est trouvée sans vie à son domicile ou sur la voie publique, la mise en bière et le transport ne peuvent s'effectuer qu'après constat d'un médecin requis par l'Officier de Police et lorsque les mesures ont été prises pour prévenir la famille.

Article 15 : A défaut d'ayants droit ou de mesures prises par eux pour faire procéder à la mise en bière, il incombe au Bourgmestre d'y faire procéder. Dans cette éventualité, le corps, une fois mis en bière, sera inhumé ou s'il est trouvé un acte de dernière volonté l'exigeant, incinéré et ce, aux frais des éventuels ayants droits défaillants.

Si le défunt a manifesté sa volonté d'être incinéré avec placement de l'urne au columbarium sans plus d'information, son urne cinéraire est déposée en cellule non concédée.

Article 16 : Lorsqu'il s'agit d'un indigent, la fourniture du cercueil et la mise en bière sont à charge de l'Administration communale.

Les frais des opérations civiles, à l'exclusion des cérémonies cultuelles ou philosophiques non confessionnelles des indigents, sont à charge de la commune dans laquelle le défunt est inscrit, ou à défaut, à charge de la commune dans laquelle le décès a eu lieu.

Article 17 : L'inhumation a lieu entre la 25ème et la 120ème heure du décès ou de sa découverte. Le Bourgmestre peut abréger ou prolonger ce délai lorsqu'il le juge nécessaire, notamment en cas d'épidémie.

Article 18 : L'Administration communale décide du jour et de l'heure des funérailles en conciliant les nécessités du service Etat civil, du service des cimetières et les désirs légitimes des familles, pendant les heures d'ouverture prévues à l'article 28.

Article 19 : Si le défunt doit être incinéré, le transport ne peut s'effectuer hors commune qu'après avoir reçu l'accord de l'Officier de l'Etat civil quant au passage du médecin assermenté prévu par la loi.

Outre son rôle légal de vérification de mort naturelle, il procède à l'examen du corps afin de signaler, le cas échéant, l'existence d'un stimulateur cardiaque ainsi que de tout autre appareil présentant un danger en cas de crémation ou d'inhumation.

La crémation ou l'inhumation ne sera autorisée qu'après l'enlèvement, aux frais de la succession du défunt, de ces appareils. La personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles en répondra.

Article 20 : **Pour toute sépulture en pleine terre**, seuls les cercueils fabriqués en bois massif ou en d'autres matériaux biodégradables n'empêchant pas la décomposition naturelle et normale de la dépouille, peuvent être utilisés.

L'usage de cercueils en carton et de cercueils en osier est autorisé.

L'usage d'une doublure en zinc est interdit.

Les housses destinées à contenir les dépouilles sont fabriquées exclusivement dans des matériaux ou tissus naturels et biodégradables. (Interdiction de housses en plastique)

Les colles, vernis, matériaux de colmatage et autres enduits ne peuvent pas empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés.

Le cercueil doit être muni de poignées solidement attachées afin de faciliter sa mise en terre. Leur solidité est également garantie lors des exhumations de confort et assainissement.

Les garnitures intérieures des cercueils, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables. L'intérieur des coussins et des matelas est composé de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles. Le cercueil utilisé pour le transport international ne peut pas être inhumé. Le cercueil qui sera inhumé répondra aux exigences définies aux alinéas 1^{er} à 7.

L'officier de l'état civil peut demander à assister à la fermeture du cercueil afin de vérifier que les exigences du présent article soient respectées. (Obligation de fournir l'heure de fermeture du cercueil)

Article 21 : **Pour toute sépulture en caveau**, seuls les cercueils fabriqués en bois massif, équipés d'une doublure en zinc avec soupape, les cercueils en métal ventilés ou les cercueils en polyester ventilés sont autorisés.

L'usage de cercueils en carton et de cercueils en osier est interdit.

Les housses destinées à contenir les dépouilles restent entièrement ouvertes.

Les colles, vernis, matériaux de colmatage et autres enduits ne peuvent pas empêcher la décomposition naturelle et normale de la dépouille.

Les matériaux synthétiques ou les métaux utilisés pour les poignées, les ornements et les éléments de raccord tels que clous, vis, agrafes, pinces et couvre-joints en métal sont autorisés.

Le cercueil doit être muni de *poignées solidement attachées* afin de faciliter sa mise en caveau. Leur solidité est également garantie lors des exhumations de confort et assainissement.

Les garnitures intérieures des cercueils, tels que draps de parure, matelas, couvertures, coussins, peuvent uniquement se composer de produits naturels biodégradables. L'intérieur des coussins et des matelas est composé de produits naturels biodégradables.

Les conditions auxquelles le cercueil doit satisfaire et qui sont prévues par cet article ne sont pas applicables aux cercueils utilisés pour le transport international des dépouilles. Le cercueil utilisé pour le transport international ne peut pas être inhumé. Le cercueil qui sera inhumé répondra aux exigences définies aux alinéas 1^{er} à 7.

L'officier de l'état civil peut demander à assister à la fermeture du cercueil afin de vérifier que les exigences du présent article soient respectées. (Obligation de fournir l'heure de fermeture du cercueil.)

Article 22 : La base de tout cercueil inhumé en pleine terre l'est dans une fosse séparée, horizontalement, à 1,50 mètre de profondeur par rapport au niveau du sol. Lorsque plusieurs cercueils sont inhumés l'un au-dessus de l'autre, la base du cercueil le plus haut est à 1,50 mètre en-dessous du niveau du sol. La base de toute urne inhumée en pleine terre l'est dans une fosse séparée à 0,60 mètre au moins de profondeur par rapport au niveau du sol. L'urne utilisée pour une inhumation pleine-terre est biodégradable.

Article 23 : Si une personne ou l'urne contenant les cendres d'une personne doit être inhumée dans une tombe ou un caveau garnis d'un monument funéraire, la famille ou la personne chargée des funérailles prend immédiatement contact avec l'entrepreneur qui a placé le monument afin qu'il déplace celui-ci au plus tard 24 heures avant l'inhumation.

Article 24 : Le Bourgmestre, selon son appréciation, peut autoriser le placement dans un même cercueil de deux corps (la mère et son nouveau-né, des jumeaux,...)

Article 25 :

- a. Il est interdit de transporter plus d'un corps à la fois, sauf exception prévue à l'article 23 du présent règlement et circonstances exceptionnelles soumises à une dérogation du Bourgmestre.
- b. Le transport à bras est interdit, sauf dans les limites du cimetière ou suite à une dérogation du Bourgmestre.

Article 26 : Dans le cimetière, le préposé au cimetière prend la direction du convoi jusqu'au lieu de l'inhumation. Lorsque le corbillard est arrivé à proximité de la sépulture ou l'aire de dispersion, le cercueil ou l'urne est, sorti du véhicule et porté jusqu'au lieu de sépulture.

Une collaboration volontaire est souhaitable entre les fossoyeurs et les pompes funèbres pour la manipulation du cercueil dans le cimetière. En cas de collaboration, les fossoyeurs aident les pompes funèbres pour le transport des fleurs vers la sépulture.

Les entreprises des pompes funèbres veilleront, le cas échéant, à utiliser pour le transport un véhicule en adéquation avec l'accès au lieu de sépulture.

Article 27 : Lors de l'inhumation du cercueil, toute manipulation ne peut se faire en présence des proches du défunt. Ceux-ci seront invités à patienter à l'entrée du cimetière le temps de l'inhumation.

B) Situation géographique des cimetières et heures d'ouverture**Article 28 :**

- 1 : Stavelot, rue de l'Egalité
- 2 : Stavelot, Francheville
- 3 : Stavelot, Coo
- 4 : Stavelot, Francorchamps, rue Emile Goedert
- 4 : Stavelot, Hockai, rue Abbé Dossogne

L'accès du public aux cimetières communaux est autorisé :

- Du 1er avril à la Toussaint : de 07 h.00 à 20 h.00.

- Du lendemain de la Toussaint au 31 mars : de 8 h00 à 17 h00

Le Bourgmestre ou son délégué peut, dans des circonstances particulières qu'il apprécie, déroger aux horaires ci-dessus.

Article 29. Les cérémonies funèbres nécessitant l'intervention du personnel communal doivent être organisées pendant les heures d'ouvertures des cimetières et se terminer :

- au plus tard deux heures avant la fermeture du cimetière (du lundi au vendredi) pour les inhumations de cercueil ;
- au plus tard une demi-heure avant la fermeture du cimetière (du lundi au vendredi) pour le placement d'urnes au columbarium et les dispersions de cendres ;
- Du lundi au vendredi :
 - Du 1er avril à la Toussaint : de 09 h.00 à 16 h.00.
 - Du lendemain de la Toussaint au 31 mars : de 9 h00 à 15 h.00
 - au plus tard à 12 h.30 le samedi (pas d'inhumation le samedi après-midi).

De plus, aucune inhumation n'aura lieu, le 1er et 2 novembre, du 24 au 26 décembre et du 31 décembre au 1er janvier. Les jours fériés, le 2 novembre et le 26 décembre.

CHAPITRE 4. REGISTRE DES CIMETIERES

Article 30 : Le service cimetières est chargé de la tenue du registre général des cimetières. Ce registre est conforme aux modalités de l'arrêté du gouvernement wallon.

Article 31 : Il est tenu un plan général des cimetières.

Ces plans et registres sont déposés au service cimetières de l'Administration communale. La personne qui souhaite localiser la tombe d'un défunt s'adressera au service cimetières.

CHAPITRE 5. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX.

Article 32 : Le transport par véhicule des gros matériaux est soumis à *autorisation écrite préalable du Bourgmestre ou de son délégué* ; il est limité aux allées principales, transversales, centrales et de contour. Ce transport ne sera pas autorisé en temps de dégel. Les ornières ou les détériorations causées du chef d'un transport seront réparées immédiatement par l'auteur, sur l'ordre et les indications du fossoyeur.

Article 33 : Il est défendu d'effectuer des travaux de terrassement ou de pose de monument sans autorisation écrite préalable du Bourgmestre ou de son délégué.

Ces travaux ne pourront avoir lieu qu'après avoir rencontré le fossoyeur sur le site concerné et lui avoir remis une copie de l'autorisation délivrée. En outre, cette autorisation devra être perceptible durant toute la durée des travaux.

Le fossoyeur responsable veillera à ce que ces travaux soient exécutés conformément au présent règlement et récupérer copie de l'autorisation.

Article 34 : Les travaux de construction ou de terrassement peuvent être momentanément suspendus pour des cas de force majeure à apprécier par le Bourgmestre ou son délégué. Tous travaux de pose de caveaux et autres travaux importants sont interdits les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 35 : Les travaux importants (pose de monument, terrassement...) qui se feront à l'occasion de la Toussaint, devront être effectués pour le 28 octobre de l'année civile au plus tard. Les travaux de jardinage et l'aménagement des pelouses seront, quant à eux, autorisés jusqu'au 30 octobre. Les travaux pourront reprendre le 03 novembre.

Article 36 : L'entrepreneur chargé de la pose d'un caveau ou d'un monument est responsable de la vérification de l'état du terrain afin de garantir la stabilité et la pérennité du monument.

Article 37 : Tout dépôt prolongé de matériaux ou de matériel est soumis à l'autorisation préalable et écrite du Bourgmestre ou de son délégué.

Article 38 : Les terres et déblais provenant de travaux de pose de caveaux ou autres seront évacués par l'entrepreneur responsable et à ses frais, conformément à la législation en vigueur.

Article 39 : La construction de caveau est réalisée uniquement par et l'initiative de l'administration communale.

Article 40 : Les autorisations, concernant les monuments et les signes indicatifs de sépultures, sont valables :

- a. 6 mois pour la pose et l'enlèvement d'un monument ;
- b. 1 an pour la restauration d'un monument.

Toutefois, en cas de restauration d'un monument antérieur à 1945 ou d'un édifice sépulcral hors normes, l'autorisation est valable 2 ans.

L'autorisation doit être présentée avant le début des travaux au responsable des cimetières ou au fossoyeur qui exercera une surveillance sur l'exécution des travaux et veillera à ce que les tombes voisines ne soient pas endommagées.

En l'absence d'enlèvement dans le délai, le monument devient propriété communale comme prévu à l'article 73 du présent Règlement.

Dans les autres cas, si le délai prévu est dépassé, les demandes peuvent être réitérées.

Article 41 : En cas de constat de travaux réalisés sans autorisation, le Bourgmestre fera démonter le monument.

CHAPITRE 6. LES SEPULTURES.

Section 1 : Les concessions – Dispositions générales

Article 42 : La durée initiale d'une concession est fixée à 30 ans, à partir du jour de l'entrée en vigueur du contrat de concession (date de la décision du Collège communal), pour les concessions en pleine terre, caveau, columbarium ou en caverne.

Le coût du renouvellement des concessions temporaires est fixé selon le « tarif concessions » en vigueur.

Article 43 : Les dimensions d'une concession en pleine terre, en caveau ou dans la parcelle d'inhumation des urnes sont les suivantes :

Caveau : 2,30 m x 1,00 m.

Terre pleine : 2,25 m x 1,00 m.

Allée des enfants : 0,80 m x 1,00 m

Caverne : 50 cm x 50 cm

Caverne terre pleine : 0,50 m x 0,80 m

Emplacement parcelle des étoiles : 50 x 50 cm.

Article 44 : Les concessions dans les cimetières communaux sont accordées anticipativement ou à l'occasion d'un décès, par le Collège Communal aux personnes qui introduisent une demande écrite et qui satisfont aux conditions d'octroi. La demande d'achat de concession doit être introduite au plus tard la veille de l'inhumation.

Une concession est une, incessible et indivisible.

Les terrains concédés et non occupés sont marqués par le concessionnaire d'une borne placée aux quatre coins ainsi que le nom de famille du / des bénéficiaires.

La désignation de l'emplacement de chaque tombe rentre dans les attributions du Collège communal.

Article 45 : Aussi longtemps que la concession demeure inoccupée par un défunt, le contrat de concession peut être résilié de commun accord. Dans cette hypothèse, le concessionnaire ne peut prétendre à aucun remboursement ou dédommagement.

Article 46 : Toute personne intéressée peut introduire une demande de renouvellement. Celle-ci doit être adressée au Collège Communal. Le renouvellement ne donne pas droit à l'inhumation.

La demande de renouvellement est soumise au paiement de la redevance relative à la délivrance de documents administratifs fixée par le Règlement arrêté par le Conseil Communal.

Un avenant au contrat de concession initial sera établi par le Service de Gestion des Cimetières.

Le renouvellement ne peut être accordé qu'après un état des lieux de l'entretien du monument par le fossoyeur.

Avant tout renouvellement, un état des lieux du monument est réalisé par le fossoyeur. Le renouvellement ne pourra être effectif qu'à partir du moment où l'entretien a été réalisé et ce, dans le mois qui suit la demande

Article 47 : Au moins un an avant le terme de la concession, le Bourgmestre ou son délégué dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date qu'il fixe.

Une copie de l'acte est affichée pendant un an au moins sur le lieu de la sépulture et à l'entrée du cimetière.

Article 48 : Au terme de la concession et sans renouvellement, un avis, affiché avant la Toussaint à l'entrée du cimetière et sur le monument concerné, informe qu'un délai de 3 mois est accordé pour enlever les signes distinctifs de sépulture (photos porcelaine, plaques ...). A cet effet, une demande d'autorisation écrite d'enlèvement doit être complétée par les intéressés à l'Administration communale.

Article 49 : Si à l'expiration de la concession, celle-ci n'a pas fait l'objet d'une demande de renouvellement, la sépulture est maintenue pendant 5 ans prenant cours à la date de la dernière inhumation, si celle-ci est intervenue moins de 5 ans avant la date d'expiration de la concession.

Article 50 : Le défaut d'entretien est constaté par un acte du Bourgmestre ou de son délégué.

Une copie de l'acte est affichée pendant 2 Toussaints consécutives sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

A défaut de remise en état à l'expiration de ce délai, la sépulture revient à la commune qui peut à nouveau en disposer.

Article 51 : Les concessions à perpétuité accordées avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures reviennent au gestionnaire public qui peut à nouveau en disposer, après qu'un acte du bourgmestre ou de son délégué ait été affiché pendant un an au moins sur le lieu de la sépulture et à l'entrée du cimetière, et sans préjudice d'une demande de renouvellement qui doit lui être adressée par écrit avant le terme de l'affichage. Une copie de l'acte est envoyée au titulaire de la concession ou, s'il est décédé, à ses ayants droit.

Les renouvellements s'opèrent gratuitement pour les concessions à perpétuité accordées avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures.

Le coût du renouvellement des concessions temporaires est fixé selon le « tarif concessions » en vigueur.

Article 52 : L'Administration communale veillera à protéger les sépultures des victimes de guerre et les pelouses d'honneur. Les anciens combattants en sépulture privée, après un affichage pour défaut d'entretien, peuvent être transférés dans l'ossuaire spécifique afin de leur rendre hommage.

Article 53 : L'Administration communale établit un inventaire des concessions non renouvelées. Elle peut concéder à nouveau le caveau, avec ou sans le monument en regard des prescriptions de la Région wallonne. Ces concessions, avec un éventuel monument, seront reprises dans un registre avec photo, mentionnant les caractéristiques techniques et financières.

Section 2 : Autres modes de sépulture.

Article 54 : Une parcelle des étoiles destinée à recevoir les fœtus nés sans vie entre le 106^{ème} et 180^{ème} jour de grossesse et les enfants de moins de 12 ans est aménagée dans le cimetière de Stavelot, Francorchamps, au sein de laquelle les sépultures sont non-concédées.

Dimension des emplacements : 50 cm x 50 cm.

Seule une réaffectation de l'ensemble de la parcelle est autorisée après qu'une copie de la décision d'enlèvement ait été affichée pendant un an sur le lieu de la sépulture et à l'entrée du cimetière et qu'une copie de l'acte ait été envoyée par voie postale et électronique aux ayants droits. Au préalable, un plan de situation et un plan d'aménagement interne sont transmis au service désigné par le Gouvernement qui rend son avis dans les quarante-cinq jours de la réception.

Article 55 : Les cimetières étant civils et neutres, les ministres des différents cultes ou les représentants de la laïcité peuvent procéder librement aux cérémonies funèbres propres à leur religion ou philosophie, en se conformant aux dernières volontés du défunt si elles sont connues ou, à défaut, des proches et en respectant les législations régionales et communales.

Article 56 : Les cendres des corps incinérés sont dispersées sur la parcelle de dispersion ou peuvent être recueillies dans des urnes qui sont, dans l'enceinte du cimetière :

- soit inhumées en terrain concédé ;
- soit dans une sépulture existante ou dans une sépulture dont la concession a expiré ou dont l'état d'abandon a été constaté.

En équivalence, chaque niveau d'une concession peut recevoir un maximum de quatre urnes cinéraires ou un maximum de deux urnes si un cercueil y est déjà placé ;

En surnuméraire, la concession peut recevoir autant d'urnes qu'il reste de surface disponible ;

- soit placées dans un columbarium qui peut recevoir un maximum de deux urnes ;
- soit placées en caverne qui peut recevoir un maximum de 2 urnes ;
- soit inhumées en pleine terre dans une urne biodégradable.

Article 57 : L'édification de columbariums aériens privés est interdite.

Article 58 : Pour les columbariums, les cavurnes, et les emplacements pour urnes en pleine terre, les plaques de fermeture sont fournies par le fossoyeur, à l'exclusion de toute autre.

Article 59 : Les plaquettes commémoratives sont disposées sur une stèle mémorielle prévue à cet effet à proximité des parcelles de dispersion. Elles sont fournies par la commune et posées par le fossoyeur. Elles respectent les prescriptions suivantes :

- Dimensions 7 x 14 cm

- Inscriptions : noms – prénoms – date de naissance – date de décès.

La commande de celle-ci devra obligatoirement être adressée au Service Etat civil.

La durée de concession des plaquettes est de 30 ans renouvelable.

Article 60 : En dehors des fleurs déposées lors du décès ou à la Toussaint, tout dépôt d'objet ou signe mémoriel est interdit sur et en bordure de la pelouse de dispersion.

Article 61 : Un ossuaire est mis en place dans chaque cimetière, afin d'assurer le traitement des restes humains. Cet ossuaire est identifié par affichage. Les noms des corps placés dans cet ossuaire sont également repris dans un registre tenu par le service gestion des cimetières.

CHAPITRE 7. ENTRETIEN ET SIGNES INDICATIFS DE SEPULTURE.

Article 62 : L'Administration communale ne peut, en aucun cas, être tenue responsable des vols ou des dégradations commis au préjudice des propriétaires d'objets divers déposés sur les sépultures ou tout endroit prévu à cet effet.

Article 63 : Les monuments funéraires placés en élévation ne peuvent dépasser les 2/3 de la longueur de l'emplacement, calculé au départ du sol, et doivent être suffisamment établis dans le sol pour ne pas faire craindre l'inclinaison par le terrassement des terres, le tassement des terres ou toute autre cause.

Article 64 : Les pousses des plantations doivent être placées dans la zone affectée à chaque sépulture de manière à ne jamais empiéter sur le terrain voisin. Elles doivent toujours être disposées de façon à ne point gêner le passage.

Les plantes invasives, les sapins et arbustes sont interdits.

Les plantations ne peuvent dépasser une hauteur de 80 cm. Au-delà de cette taille et après un rapport du fossoyeur responsable, les plantes seront élaguées ou abattues aux frais des ayants droit à la première réquisition du Bourgmestre ou de son délégué.

A défaut, la concession sera considérée en défaut d'entretien et pourra, après affichage d'un an, redevenir une propriété communale et être enlevée conformément au présent règlement.

Article 65 : Les fleurs, les plantes, les ornements devront être entretenus convenablement par les proches et être enlevés en temps voulu.

Article 66 : Les déchets provenant des tombes (bouquets séchés, papiers, couronnes...) se trouvant dans les allées, sur les pelouses ou sur les tombes voisines devront être déplacés, par les proches, vers les poubelles à l'entrée du cimetière dans le respect du tri sélectif.

Article 67 : La réparation ainsi que l'entretien des tombes et des plantations situées sur le terrain concédé incombent aux familles, aux proches, ou à toute autre personne intéressée. (voir chapitre sur les Travaux).

Article 68 : Le défaut d'entretien est établi lorsque la sépulture est, de façon permanente malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée, fissurée, en ruine, anominale ou dépourvue des signes indicatifs de sépulture exigés par le présent Règlement. Ce défaut d'entretien est constaté par un acte du Bourgmestre ou de son délégué, affiché pendant deux Toussaints consécutives sur le lieu de la sépulture concernée et à l'entrée du cimetière.

A défaut de remise en état à l'expiration de ce délai, la sépulture redevient propriété communale. L'administration Communale peut à nouveau en disposer.

CHAPITRE 8. EXHUMATION ET RASSEMBLEMENT DES RESTES.

Article 69 : Les exhumations de confort ne peuvent être réalisées que par des entrepreneurs de Pompes funèbres mandatés par les familles, après avoir reçu une autorisation écrite motivée du Bourgmestre conformément à l'article 33 et sous surveillance communale.

Elles pourront être effectuées dans trois hypothèses :

- a. en cas de découverte ultérieure d'un acte de dernière volonté
- b. en cas de transfert, avec maintien du mode sépulture, d'un emplacement non-concédé vers un emplacement concédé, d'un emplacement concédé vers un autre emplacement concédé, ou d'une parcelle des étoiles vers une autres parcelle des étoiles ;
- c. en cas de transfert international

Les exhumations techniques sont à charge du fossoyeur ou des entreprises mandatées à cet effet.

Article 70 : *Les exhumations*, qu'elles soient de confort ou technique, ne peuvent être réalisées *qu'entre le 15 novembre et le 15 avril* sauf pour les exhumations de confort d'urnes placées en cellule de columbarium.

Article 71 : Les exhumations sont interdites dans un délai de 8 semaines à 5 ans suivants l'inhumation.

Les exhumations réalisées dans les huit premières semaines et par des entreprises privées sont autorisées toute l'année sur autorisation écrite du Bourgmestre ;

Article 72 : *L'accès au cimetière est interdit au public pendant les exhumations* sauf aux personnes spécialement autorisées par le Bourgmestre ou son délégué ou représentant du gestionnaire de tutelle.

Article 73 : Les exhumations de confort ont lieu aux jours et heures fixés de commun accord entre les familles concernées, le service des cimetières et les pompes funèbres.

L'exhumation doit se faire avec toutes les précautions d'hygiène et de sécurité requises, à charge de l'entreprise de Pompes funèbres.

Il est dressé un procès-verbal de l'exhumation.

Article 74 : Les exhumations de confort sont soumises au paiement préalable d'une redevance fixée suivant règlement arrêté par le Conseil Communal, sans préjudice des frais de transport et de renouvellement des cercueils qui sont à charge du demandeur.

En outre les frais d'enlèvement et de remplacement de monuments, y compris éventuellement ceux de sépultures voisines qui s'imposeraient, sont à charge des personnes qui ont sollicité l'exhumation ou des personnes désignées par les autorités ayant requis l'exhumation.

Article 75 : A la demande des ayants droit, les restes de plusieurs corps inhumés depuis plus de 30 ans peuvent être rassemblés dans un même cercueil. Ce délai est de 10 ans pour les urnes. Ce rassemblement se conforme aux mêmes modalités qu'une exhumation et est soumis à une redevance.

CHAPITRE 9. FIN DE SEPULTURES, OSSUAIRE ET REAFFECTATION DE MONUMENTS.

Section 1. Sépultures devenues propriété communale.

Article 76 : Conformément aux dispositions légales et réglementaires, les signes indicatifs de sépulture existants non retirés deviennent propriété communale s'ils n'ont pas été récupérés par les personnes intéressées, soit :

- un an à dater de l'expiration de la concession ;
- à l'échéance du délai de 5 ans à dater de la dernière inhumation en cas de maintien obligatoire de la concession visé à l'article du présent Règlement.

Tout élément sépulcral devient également propriété communale et les restes mortels sont transférés vers l'ossuaire.

Avant d'enlever ou de déplacer les signes indicatifs des sépultures antérieures à 1945 devenues propriété communale, une autorisation sera demandée par l'administration communale à la Cellule de Gestion du Patrimoine de gestion funéraire de la Région Wallonne (DGO5).

Section 2 : Ossuaires.

Article 77 : Lors de la désaffectation des sépultures devenues propriété communale conformément à l'article 73 du présent Règlement, les restes mortels sont transférés décemment dans l'ossuaire du cimetière. En aucun cas, les restes mortels ne peuvent être transférés hors de l'enceinte du cimetière. Il en est de même des cendres lors de la désaffectation des sépultures et des cellules de columbarium. L'urne vidée de ses cendres est éliminée avec décence.

Au moment du transfert des cendres ou des restes mortels vers l'ossuaire, il sera inscrit, dans le registre destiné à cet effet, les nom, prénom des défunts ainsi que les numéros de sépultures désaffectées.

Section 3 : Réaffectation de monuments.

Article 78 : Toute personne peut solliciter l'achat d'un caveau ou d'un monument devenus propriété communale. L'acquéreur doit introduire une demande écrite accompagnée d'une note de motivation. Cette demande est soumise à l'approbation du Collège Communal, après avis de la Commission.

Article 79 : S'il s'agit de l'octroi d'une sépulture avec caveau, celui-ci portera d'office sur tous les niveaux de celui-ci/celle-ci, sauf accord du Collège Communal.

Article 80 : Si la remise en état du monument n'a pas été effectuée dans le délai prévu par le présent Règlement, le Collège pourra annuler le contrat concessionnaire. Le monument rentre alors en propriété communale.

L'ancienne épitaphe sera couverte par la nouvelle placée à l'initiative de l'acquéreur.

CHAPITRE 10. POLICE DES CIMETIERES.

Article 81 : Sont interdits dans les Cimetières Communaux tous les actes de nature à perturber l'ordre, à porter atteinte au respect dû à la mémoire des défunts ou à troubler le recueillement des familles et des visiteurs.

Il est notamment interdit :

1. de se trouver à l'intérieur du cimetière en dehors des heures d'ouverture ;
2. d'escalader les murs de l'enceinte du cimetière, grille d'entrée ou clôtures bornant les cimetières et les ossuaires ;
3. d'entrer dans le cimetière avec des objets autres que ceux destinés aux tombes ;
4. d'emporter tout objet servant d'ornement aux sépultures sans en aviser le personnel communal ;
5. d'endommager les sépultures, les plantes et les biens du cimetière ;
6. d'entraver de quelque manière que ce soit les services funèbres et/ou les travaux communaux ;
7. de se livrer à des prises de vue sans autorisation du Collège Communal ;
8. d'apposer des affiches ou des inscriptions tant sur les sépultures que sur les infrastructures des cimetières, sauf dans les cas prévus par le Décret du 6 mars 2009 (modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la Démocratie Locale et la Décentralisation relatif aux funérailles et sépultures) ou par Ordonnance de Police ;
9. d'offrir en vente des marchandises, de procéder à des offres de service ou d'effectuer quelque démarche publicitaire ou de propagande que ce soit ;
10. de déposer des déchets de toutes sortes dans l'enceinte des cimetières et à proximité de ceux-ci. Les déchets résultants du petit entretien des sépultures doivent être éliminés par le biais des containers prévus à cet effet. Ces containers sont destinés à recevoir exclusivement ces déchets et ceux qui proviennent des menus travaux effectués par les préposés des cimetières afin d'assurer la bonne tenue des lieux ;
11. d'enlever des ornements se trouvant sur des sépultures autres que celles de défunt proches.

L'entrée des Cimetières Communaux est interdite :

1. aux enfants de moins de 12 ans non accompagnés d'une personne adulte ;
2. aux personnes dont la tenue ou le comportement sont contraires à la décence ;
3. aux chiens, sauf chiens d'assistance ;
4. à tout véhicule excepté PMR et véhicules autorisés.

CHAPITRE 11. SANCTIONS

Article 82 : Sans préjudice des peines prévues par les lois et règlements, toutes les dispositions du règlement général de police, en ce compris les sanctions, sont d'application pour le présent règlement.

CHAPITRE 12. DISPOSITIONS FINALES.

Article 83 : Les règlements de redevances, de taxes et les tarifs des concessions sont arrêtés par le Conseil communal et fixent le prix des différentes opérations visées dans ce règlement.

Article 84 : Sont chargés de veiller à la stricte application du présent règlement les autorités communales, les officiers et agents de police, le service d'état civil, le service travaux et et le fossoyeur.

Tous les cas non prévus au présent règlement sont soumis aux autorités responsables qui prendront les décisions qui s'imposent.

Article 85 : Le présent règlement est affiché à l'entrée des cimetières communaux et publié aux valves de l'Administration communale conformément à l'article L 1133-1 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

14. Plan de relance économique Covid-19. Information.

Le Conseil communal entend un exposé du groupe LBourgmestre relatif au plan de relance économique Covid-19.

Ce plan de relance se façonnera autour d'une série de propositions concrètes réparties en plusieurs thématiques et dans un espace-temps de 2 voire 3 ans

Cette dynamique se déclinera en 5 leviers d'actions :

- Procurer une aide urgente et directe post Covid-19 ;
- Attirer, maintenir et épauler les commerces ;
- Proposer un environnement propice au développement commercial ;
- Elaborer un plan de communication dynamique et professionnel ;
- Promouvoir, collaborer dans l'évènementiel.

15. Signalétique touristique. Information.

Le Conseil communal entend un exposé de M. Patrice Lefèbvre, Echevin du Tourisme.

Décidée en 2011, l'installation d'une signalétique strictement touristique sur l'ensemble du territoire communal est pour sa plus grande part terminée.

Cette structure comprend plus de 550 éléments d'accueil et d'information, de signalétique routière et de signalétique piétonne.

16. Budgets participatifs. Information.

Le Conseil communal entend un exposé de M. Patrice Lefèbvre, Echevin du Tourisme.

17.1. Travaux - Installation d'un échafaudage avec toiture provisoire de protection pour deux bâtiments aux façades et à la toiture classées sis rue Haute 18-20 à 4970 Stavelot.

Approbation des conditions, du mode de passation. (Marché passé par procédure négociée sans publication préalable).

Le Conseil communal,

A l'unanimité,

DÉCIDE :

- Art. 1. D'approuver le cahier des charges N° 2017BA01bis et le montant estimé du marché "Installation d'un échafaudage avec toiture provisoire de protection pour deux bâtiments aux façades et à la toiture classées sis rue Haute 18-20 à 4970 Stavelot", établis par le Service urbanisme. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Estimation pour la version achat/revente :
- Le montant estimé s'élève à 52.303,42 € hors tva ou 63.287,13 €, 21% tva comprise (10.983,72 € tva co-contractant) pour l'achat, montage et démontage avec une revente de l'échafaudage estimée à 12.800,00€ hors tva ou 15.488,00€ 21% tva comprise.
 - Le montant estimé du marché avec l'achat de l'échafaudage s'élève à 52.303,42 € hors tva ou 63.287,13 €, 21% tva comprise (10.983,72 € tva co-contractant) pour l'achat, montage et démontage;
 - la revente du matériel après 3 ans est estimée à 40% du montant d'achat soit 12.800,00€ hors tva ou 15.488,00€ 21% tva comprise;
 - Le montant total de la dépense pour le marché comprenant l'achat, avec déduction de la revente après 3 ans est estimé à 47.799,13€, 21% tva comprise; Estimation pour la version location/subsidiation:
 - Le montant estimé du marché avec la location de l'échafaudage pour 3 ans s'élève à 85.743,42€ hors tva ou 103.749,53€ tva 21% comprise;
 - La subsidiation de 60% à solliciter pour ce marché s'élève à 62.249,72€ pour le maintien pendant 3 ans;
 - Le montant total de la dépense pour le marché de location pendant 3 ans, déduction faite d'une subsidiation potentielle de l'Awap de 60%, s'élève à 41.499,81€, 21% TVA comprise;
- Art. 2. De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.
- Art. 3. De consulter les opérateurs économiques dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable.
- Art. 4. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, article 104/723-56/-/2017BA0.

17.2. Correspondance.

SPW Wallonie, Direction de la Cohésion sociale :

Objet : Report de date de la réunion de la Commission d'Accompagnement au
31 décembre 2020 au lieu du 1^{er} semestre de l'année 2020

Cour d'Appel de Liège :

Arrêt du 8 juin 2020 dans le litige contre M. Henri Michel – infraction Cwatup – Codt -

La séance est levée à 23 h.15.

PAR LE CONSEIL :

Le Directeur général,
J. REMY-PAQUAY.

Le Président,
Th. DE BOURNONVILLE.